



## CABINET MADISTIN & ASSOCIES

195, Ave. John Brown Int. II Port-au-Prince, Haïti

Tél.: (509) 2244.5050 Cel.: 3861.5050 / 3414.6945 / 3638.2023

(305) 921.4588 (USA-CANADA)

Email: cabinetmadistin@yahoo.com - smadistin@yahoo.com

Port-au-Prince, le 3 octobre 2013

Au juge d'instruction  
Du Tribunal de Première Instance  
De Port-au-Prince  
En son Cabinet d'Instruction.-



Honorable Magistrat,

La Radio Kiskeya S.A, représentée par son Directeur Général, Monsieur Marvel Dandin, propriétaire demeurant et domicilié à Port-au-Prince, identifié au numéro 003-322-521-7 et le sieur Rodrigue Lalanne, propriétaire, demeurant et domicilié à Port-au-Prince, identifié au No. 003-445-976-2, ayant pour avocats constitués Mes Samuel Madistin et Jean Gary Rémy du Barreau de Port-au-Prince, respectivement identifiés, patentés et imposés aux numéros: 003-341-604-3, 4210193678 et 4210193900-6; 003-265-694-7, 08544-RR et 0004746-P, avec election de domicile au Cabinet Madistin et Associés sis au no 193, avenue John Brown, Port-au-Prince, Haïti.-

### ONT L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER CE QUI SUIT:

Le mardi 1<sup>er</sup> octobre de l'année en cours le journaliste signataire de la présente plainte assurait, pour le compte de Radio-Télékiskeya, la couverture d'une activité de la présidence de la République à l'occasion de la réouverture des classes. Il répondait, en ce sens, à la ligne de la station qui a toujours défendu le principe selon lequel : « la participation effective des citoyens au processus démocratique est liée à une information de qualité » ;

Tenant d'obtenir la réaction du chef de l'Etat sur la décision de la cour constitutionnelle dominicaine portant sur la dénationalisation de plus de deux cent mille citoyens dominicains d'ascendance haïtienne, il a été - en présence de témoins - bousculé par un garde du corps du chef de l'Etat avant de recevoir, d'un autre agent de la sécurité rapprochée du président, un violent coup. Ces agents filmés, suivant plusieurs témoignages répondent aux noms de Edouard Denis et Nestor Jonathan.

Portant visiblement le badge de la station et tenant compte de la façon dont cela s'est produit il est permis d'affirmer, Honorable Magistrat, que les policiers ont agi sciemment ; Ce n'est pas, en effet, pour la première fois que des journalistes de différents medias et de Radio-Télékiskeya en particulier ont subi des agressions verbales ou physiques de la part de partisans, agents de sécurité du président Michel Joseph Martelly ou du chef de l'État lui-même. Jugez-en vous-même de par cette liste non exhaustive :

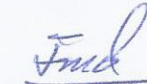
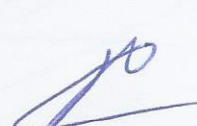
1. Le 8 décembre 2010, des individus s'identifiant à des proches du candidat Michel Joseph Martelly ont saccagé les locaux de Radio Lebon FM, Aux Cayes. Ils ont menacé les journalistes après la publication des résultats préliminaires des législatives et présidentielles;

Find

R.L.



2. À Port-au-Prince, le 9 mars 2011, le candidat Michel Joseph Martelly, a proféré des agressions verbales contre le journaliste Gotson Pierre lors d'un débat dans le cadre du deuxième tour de la présidentielle et des législatives
3. Le 28 décembre 2011, le Président Michel Joseph Martelly, lors d'une visite à Cerca Carvajal, dans le département du Centre, a octroyé une motocyclette à un homme dans la foule qui brandissait un panneau qui se lit « *Laprès bay prezidan yonchans* ». Dès réception de l'homme sur la scène, le Président Michel Joseph Martelly a déclaré haut et fort à l'homme « *je vous donnerais, à l'instant même \$100. 000 dollars américains si je l'avais dans ma poche* »
4. Le 22 mai 2011, des agents de l'Unité départementale de maintien d'ordre (UDMO) ont bousculé et brisé des matériels de travail des journalistes qui couvraient la visite du président Michel Joseph Martelly aux Gonaïves à la suite de l'incendie du marché public de la ville ;
5. À Port-au-Prince, le 27 juillet 2011, le président Michel Joseph Martelly, lors du lancement de la revue touristique, Magic Haïti, a rendu la presse responsable de la projection de la mauvaise image d'Haïti vers l'extérieur et a demandé à la presse de se taire. Il a même menacé d'user de la force contre tous ceux qui disent du mal du pays, dont la presse ;
6. Le 28 juillet 2011, des agents de sécurité du président Michel Joseph Martelly ont bousculé des journalistes et les ont expulsé de la salle de conférence, lors d'une visite effectuée par le Président à Jacmel.
7. Le 3 octobre 2011, le président Martelly, a injurié le journaliste Germain Etienne, travaillant pour la station privée Scoop FM, et a menacé d'injurier sa mère par la même occasion en guise de réponse à une question.
8. Le 3 février 2012, le président de la République dans un premier temps a refusé délibérément de répondre à une partie d'une question du journaliste de radio Kiskeya, Eddy Jackson Alexis, relative à sa nationalité avant de le tchuiper.
9. Le 12 février 2013, deux journalistes de radio RFM, Wadson PHANOR et Etzer CÉSAR, ont été victimes des actes de bastonnades de la part des policiers affectés à l'USGPN alors qu'ils couvraient les festivités carnavalesques au Cap-Haïtien.
10. Le 9 février 2013, au Cap-Haïtien, une équipe de journalistes travaillant pour le compte de radio télé Caraïbes FM a été chassée du palais Sans-souci, alors qu'ils assuraient la retransmission du bal des rois et des reines à la veille du carnaval national.
11. Le 4 juin 2013, lors de la convocation du premier ministre Laurent Salvador Lamothe par devant le Sénat de la république, des journalistes accrédités audit parlement dont Féguens Canez Paul de Télé Star sont victimes des actes d'agression physiques par des agents de sécurité du parlement.





12. A Port au Prince le 4 sept 2013 deux (2) photographes Cherry Dieu-Nalo photographe de Associated Press (AP), Jean Jacques Augustin et madame Amelie Baron la correspondante de Radio France Internationale (RFI) en Haïti sont interdits d'entrer au Palais National.
13. A Port au Prince le 13 septembre 2013 la journaliste vedette de radio kiskeya Liliane PIERRE PAUL et la station ont été sommées par le juge d'instruction Lamarre BELIZAIRE, réputé proche du pouvoir de révéler ses sources journalistiques dans le cadre d'une information vérifiée diffusée par la station. Le juge a agi sous base d'une ordonnance mise au pied d'une requête du doyen du Tribunal civil de Port-au-Prince, laquelle est rendue en violation de la loi.

Tout ceci démontre, Honorable Magistrat, que les policiers ont agi avec préméditation et dans le souci évident d'empêcher les medias d'avoir accès à l'information.

Or ces agents membres d'une institution dont la devise est « protéger et servir » devait légalement protection au journaliste dans le cadre de son travail ;

Il s'agit là de faits graves qualifiés de coups volontaires non qualifiés meurtres commis avec préméditation, refus d'un service du légalement prévus et punis par les articles 254, 255 et 256 du code pénal haïtien.

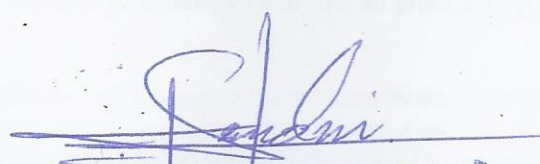
L'article 14 du code d'instruction criminelle donne compétence à la juridiction du « .....lieu où le prévenu pourra être trouvé » pour la poursuite et la sanction des crimes et délits;

Pourquoi les exposants sollicitent qu'il vous plaise, Honorable Magistrat, mettre l'action publique en mouvement contre les nommés Edouard Denis, Nestor Jonathan et tous ceux que l'enquête révélera pour **coups volontaires non qualifiés meurtres commis avec préméditation** et se déclarent, d'ores et déjà, parties civiles dans tout procès à intervenir dans le cadre de cette affaire.

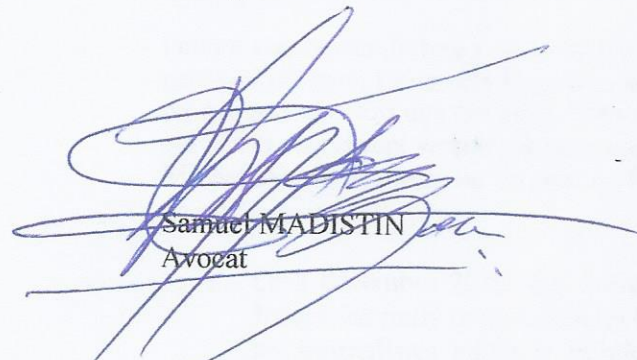
Saluts et Respects!



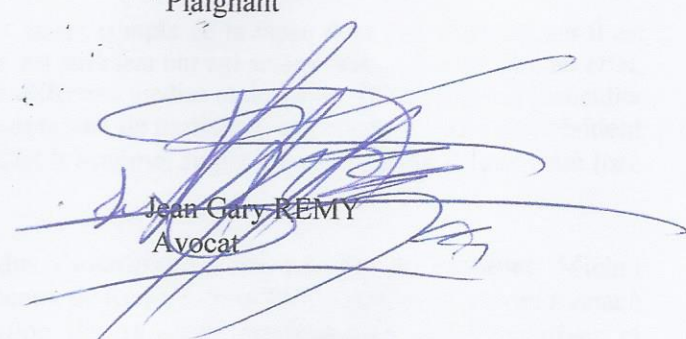
Rodrigue LALANNE  
Plaignant



Marvel DANDIN  
Directeur Générale  
Plaignant



Samuel MADISTIN  
Avocat



Jean Gary REMY  
Avocat